

Réforme des retraites: début des discussions sur le sort des enseignants

Paris, 13 janv. 2020 (AFP) -

Lundi se sont ouvertes au ministère de l'Education des négociations sur les retraites, qui doivent déboucher sur une loi de programmation de revalorisations salariales. Les enseignants sortiront-ils gagnants de la réforme, comme le promet le gouvernement ? C'est tout l'enjeu de ces discussions.

QUESTION: Qu'a promis le gouvernement aux enseignants ?

REPOSE: Le gouvernement a tout de suite reconnu qu'avec la réforme des retraites, les enseignants pouvaient y perdre beaucoup, et a promis en compensation des revalorisations salariales.

Lundi, le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer a annoncé qu'il allait consacrer 500 millions d'euros en 2021 pour des hausses de salaires.

Pour la suite, le ministre n'a confirmé aucun chiffre. Jusqu'à présent étaient évoquées des augmentations progressives du budget, qui atteindraient 10 milliards par an à l'horizon 2037.

Dimanche sur LCI, M. Blanquer a indiqué que les objectifs d'amélioration des rémunérations "situerait la France à terme comme étant un des pays qui paient bien ses professeurs".

Reste à savoir comment ces revalorisations vont se traduire concrètement sur les fiches de paye des enseignants: les augmentations ne seront pas les mêmes pour des profs en début ou en milieu de carrière, ou pour ceux nés après 1975, donc concernés par la réforme des retraites, et les autres.

Q: Quand les premières augmentations devraient-elles voir le jour ?

R: "Les modalités de déploiement" vont justement se décider lors des négociations qui ont débuté lundi, et qui doivent durer six mois pour aboutir à une loi de programmation avant l'été, a-t-on souligné dans l'entourage du ministre.

De premières revalorisations sont toutefois attendues dès janvier 2021.

"Si on étale trop les augmentations dans le temps, elles risquent d'être rognées par l'inflation", prévient Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CDFT.

Q: Pourquoi les syndicats restent-ils sur leurs gardes ?

R: Les 500 millions d'euros, évoqués au cours des dernières semaines, "sont bien consolidés", s'est réjoui Stéphane Crochet, secrétaire général du SE Unsa, reçu dans la soirée. Mais "beaucoup reste à faire", ajoute-t-il. "On n'avance dans le concret que trop doucement, il y a encore beaucoup d'impatience", ajoute-t-il, réclamant notamment "davantage de visibilité" pour la traduction de cette augmentation sur les fiches de paye de chaque enseignant.

La FSU, majoritaire chez les professeurs, très opposée à la réforme des retraites, salue aussi "une petite avancée", puisque les 500 millions d'euros semblent maintenant gravés dans le marbre: "c'est la première fois qu'il y a un engagement budgétaire ferme", relève-t-elle.

"Un première revalorisation en 2021, c'est un peu tard", estime toutefois Benoît Teste, son secrétaire national.

Des syndicats mettent aussi en doute la capacité du gouvernement à tenir ses engagements alors que le point d'indice a encore été gelé cette année.

Q: Quels sont les principaux motifs d'inquiétude ?

R: Les revalorisations concerneront-elles bien tous les profs ? "Il y a encore beaucoup de zones d'ombre", s'inquiète Frédérique Rolet, secrétaire générale du Snes-FSU (premier syndicat du secondaire).

Au ministère, on rappelle que le ministre s'est engagé à ce que tout le monde soit concerné. Mais Jean-Michel Blanquer a souligné dimanche qu'on "veut augmenter tout particulièrement les professeurs les plus jeunes, notamment ceux nés après 1975 puisque c'est en rapport avec la réforme des retraites".

Des "contreparties" comme une augmentation du temps de travail seront-elles exigées ? s'inquiètent aussi des syndicats. "Si on nous paye deux heures en plus mais qu'on doit travailler deux heures de plus", le compte n'y sera pas, avertit Jean-Rémi Girard, du Snalc.



PAYS :France
SURFACE :99 %
PERIODICITE :Quotidien



► 13 janvier 2020 - Edition Fil Gen

Dans l'entourage du ministre, on réfute ce terme de "contreparties", en préférant insister sur "une opportunité historique de repenser la façon de rémunérer les professeurs à l'aune de ce qu'est un professeur au XXIe siècle". M. Blanquer a souligné dimanche que "c'est le moment où il y a une possibilité d'unité nationale autour d'un enjeu que tout le monde peut partager, c'est-à-dire comment on met plus de moyens sur l'éducation de nos enfants".
ito/tib/dlm

Afp le 13 janv. 20 à 23 15.